



URBANISME

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 29 avril 2025

Document certifié exécutoire

- ☒ après dépôt au contrôle de légalité le
☐ de plein droit (articles L.2131-1 et L.2131-2 du C.G.C.T.)
☒ publié par affichage le
☐ notifié le
☒ publié au Recueil des Actes administratifs le

et délivré pour ampliation par le Maire
ou son représentant soussigné

Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Clermont-Fd ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Séance :	L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril à vingt heures, le Conseil Municipal de Saint-Pourçain-sur-Sioule s'est assemblé à l'Hôtel de Ville.
Convocation :	En conformité des dispositions des articles L.2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la réunion a été précédée d'une convocation écrite du Maire le 22 avril 2025 indiquant les questions portées à l'ordre du jour et accompagnée d'une note explicative de synthèse telle que prévue à l'article L.2121-12 du même Code. Cette convocation a été mentionnée au Registre des délibérations de l'assemblée, affichée à l'Hôtel de Ville, et adressée au domicile des Conseillers municipaux cinq jours francs avant la séance accompagnée d'une note de synthèse de présentation desdites questions.
Présents :	Mesdames et Messieurs Emmanuel FERRAND – Maire, Christine BURKHARDT, Roger VOLAT, Estelle GAZET, René MYX, Marie-Claude LACARIN, Thierry MICHAUD – Adjoints, Guy AUJAME, Martine SIRET, Bruno BOUVIER, Philippe CHANET, Liliane ETIENNE-ROUDILLON, Eric CLEMENT, Muriel DESHAYES, Durand BOUNDZIMBOU-TELANSAMOU, Sandra JUMINET, Benoît FLUCKIGER, Jean MALLOT, Serge MAROLLES, Sylvie THEVENIOT, Christelle LAURENDON, Jérôme THUIZAT, Hélène DAVIET et Frédérique PAULY-GRANJON.
Excusés :	Madame Chantal CHARMAT qui a donné pouvoir à Monsieur Thierry MICHAUD Monsieur Claude RESSAUT qui a donné pouvoir à Madame Christine BURKHARDT Madame Marie VILLATTE qui a donné pouvoir à Monsieur Roger VOLAT Madame Adeline FONDE qui a donné pouvoir à Monsieur Emmanuel FERRAND Madame Valérie DE MATOS qui a donné pouvoir à Madame Marie-Claude LACARIN
Absents :	
Quorum :	Vingt-quatre Conseillers présents à l'ouverture de la séance formant la majorité des membres en exercice de l'assemblée communale, lesquels sont au nombre de vingt-neuf.
Secrétaire :	Monsieur Benoît FLUCKIGER

Acte :	Délibération n° 02 du 29 avril 2025 (20250429_1DB02) : Urbanisme – Procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
Objet :	2.1 Documents d'urbanisme

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne approuvé le 17 octobre 2022,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 01 du 16 septembre 2004,

Vu la Déclaration de projet n° 1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 01 du 28 mars 2023 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLU communal pour les motifs suivants :

- adapter le PLU vis-à-vis des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) Plaine d'Allier et de la rivière Sioule sur le territoire des communes de Contigny et de Saint-Pourçain-sur-Sioule,
- opérer des réajustements de zonage et notamment le reclassement en zone UI d'une partie de la zone UH du secteur des Paltrats,
- mettre à jour et/ou créer des emplacements réservés,
- apporter diverses modifications règlementaires au sein des différentes zones du PLU, afin de supprimer ou amender les dispositions existantes devenues obsolètes ou inappropriées,

Considérant que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence :

- de changer les orientations définies par le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Considérant qu'en application de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque la Commune envisage de modifier le Règlement, les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou le Programme d'orientations et d'actions,

Considérant qu'en vertu de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du PLU dite de « droit commun » avec enquête publique,

Considérant qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification devra être notifié au Préfet et aux Personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique,

Considérant que cette procédure peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, en fonction de la décision qui sera rendue par l'Autorité environnementale après examen au cas par cas,

Considérant qu'elle doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'avis de sa Commission en charge des Travaux, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'espace en date du 22 avril 2025,

Après avoir entendu le rapport de Madame Estelle GAZET,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de mettre en œuvre la procédure de Modification n° 1 du PLU de la Commune ;

DEFINI comme suit les modalités de concertation avec la population :

- Affichage de la Délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- Mise à disposition des documents relatifs à la procédure sur le site Internet de la Commune,
- Mise à disposition du public d'un Registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en Mairie aux heures et jours habituels d'ouverture ;

DIT que cette concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet de Modification n° 1 du PLU et qu'à l'issue de cette concertation, le Maire en présentera le bilan en Conseil Municipal qui en délibérera conformément à l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme ;

AUTORISE le Maire à signer tout Contrat, Avenant ou Convention de prestation ou de service nécessaire à l'étude ;

DIT que les dépenses qui résulteront de la présente Délibération s'imputeront sur les crédits ouverts à cet effet au Budget communal ;

DIT que, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente Délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.



Extrait certifié conforme par le Maire soussigné,

Emmanuel FERRAND – Maire